



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 9–28 avril 2021

En bref

Le décret officiel actant la réforme de la sous-traitance au Mexique a été publié vendredi 23 avril 2021. Celui-ci interdit l'externalisation du personnel mais autorise la sous-traitance de services spécialisés différents de l'objet social ou de l'activité principale de l'entreprise. La réforme est entrée en vigueur samedi 24 avril et modifie sept lois. Le ministère du travail et de la protection sociale dispose de 30 jours pour publier les dispositions du registre auquel les entreprises ayant recours à la sous-traitance devront s'inscrire. Celles-ci disposeront alors de 90 jours pour se mettre en règle.

LE CHIFFRE À RETENIR

+12,15%

Les exportations mexicaines
en mars 2021.

Zoom sur

Selon la Banque Mondiale, augmenter la productivité en Amérique Centrale est nécessaire pour soutenir la croissance économique de la zone. Lors du forum Amérique Latine et Caraïbes, la Banque Mondiale est revenue sur les potentiels de croissance et lacunes des pays d'Amérique Centrale. L'institution internationale fait le constat, certes d'une croissance économique plutôt dynamique (entre 1991 et 2017, la croissance économique de la zone fut de 4,5% par an), mais d'un manque considérable de productivité. L'exemple du Costa Rica est à ce propos marquant : le pays dispose en effet d'institutions de qualité, mais d'une connectivité et productivité défaillantes. Ainsi, la Banque Mondiale dresse une série de recommandations destinées aux pays d'Amérique Centrale afin favoriser une reprise économique vertueuse de la zone :

- Réduire les coûts et barrières au commerce interrégional : les coûts de transport sont assez élevés en Amérique centrale par exemple (0,17 USD la tonne au kilomètre contre 0,02 USD pour les économies développées).

La mise en œuvre complète des accords de l'OMC réduirait d'environ 15,5% les barrières commerciales, et augmenterait de 61% le commerce interrégional ;

- Investir dans le capital humain et la qualité des infrastructures physiques et digitales : il est nécessaire de réduire les lacunes de connaissances et de renforcer la formation initiale et continue. Lutter contre la fracture numérique permettra par ailleurs d'améliorer la qualité des infrastructures ;
- Attirer les investisseurs privés par la mise en place de grands projets d'investissement public ;
- Moderniser les codes du travail en facilitant les mobilités entre entreprises et secteurs notamment, et en supprimant les rigidités sur le marché du travail.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 28 avril, le Mexique enregistrait 215 918 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +1,09% en une semaine. 2 336 944 cas confirmés ont été enregistrés (+0,91% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

La limitation de recours à la sous-traitance devrait permettre d'augmenter les recettes fiscales selon Luisa Maria Alcalde, ministre du travail et de la protection sociale. La réforme devrait permettre de collecter davantage de recettes grâce à la limitation de l'externalisation, car, les entreprises devront inscrire leurs travailleurs à la Sécurité sociale et payer les impôts au Trésor public. Selon la ministre, même sans être approuvée, depuis l'annonce de la réforme par le président Andrés Manuel López Obrador en novembre 2020, 300

000 travailleurs ont été régularisés auprès de la Sécurité Sociale et il y a eu des augmentations de salaire allant de 15 à 38%.

3 ECONOMIE

La reprise de l'économie mexicaine perd de sa vigueur. L'indice global d'activité économique a enregistré en février une baisse de 0,34% en comparaison mensuelle et de 4% en glissement annuel. Alors qu'en novembre 2020 l'indicateur avait atteint son maximum depuis le début de la pandémie, il s'agit depuis de son troisième mois consécutif de contraction.

L'inflation s'établit à 6,05%g.a. sur les deux premières semaines du mois d'avril, soit son niveau le plus élevé depuis 2017. Les produits dont les prix ont le plus augmenté sont le gaz LP, l'essence, le melon et le citron. L'indice national des prix à la consommation a donc été particulièrement affecté par une hausse accélérée du prix de l'énergie. Les prix des services ont quant à eux augmenté de 2,47%, tandis que le prix des biens a connu une hausse

de 5,66%. Le prix des produits sous-jacents (incluant notamment les produits agricoles et les carburants dont les prix sont très volatils) a quant à lui augmenté de 12,21%g.a.. Toutefois, **l'inflation devrait revenir dans la fourchette cible de la banque centrale (3% +/-1%) d'ici juillet**, selon le gouverneur de Banxico, G. Esquivel. Selon lui, il s'agit d'un phénomène arithmétique et transitoire provoqué par une faible base de comparaison par rapport à il y a un an, lorsque les prix de l'énergie avaient chuté.

Les réserves internationales de Banxico ont augmenté de 14,7 Mds, de sorte que fin décembre 2020, le solde était de 195,6 Mds USD. Les analystes avaient déjà prédit que Banxico aurait pu manquer d'excédent en raison de la force du MXN par rapport à l'USD, à la fin de l'année dernière. À la fin de 2020, le résultat de l'exercice effectué par la banque centrale s'élevait à 165,17 Mds MXN.

Les exportations mexicaines ont connu en mars leur meilleur rebond en trois ans. La valeur des exportations mexicaines a atteint 43,3 Mds USD au mois de mars 2021, selon l'INEGI, soit une augmentation de 12,15% g.a.. Les exportations pétrolières ont notamment compté pour 2,1 Mds USD, accusant une hausse de 70,8%g.a.. Les exportations non pétrolières ont, quant à elles, atteint 40,8 Mds USD, en croissance de 10,2%. Les exportations manufacturières ont totalisé 37,7 Mds USD, augmentant ainsi de 9,9% g.a.

Les revenus du commerce de détail ont augmenté de 1,64%g.a. en février 2021, selon l'INEGI. Il s'agit de leur plus forte progression depuis novembre où l'augmentation était de 3,67%. Le personnel employé dans ces entreprises de vente au détail aurait également augmenté de 0,1% par rapport au mois précédent.

Le taux de chômage au Mexique chute à 3,89% en mars, soit son niveau le plus bas en 2021. Il s'élevait notamment à 4,37% en février et à 4,73% en janvier, selon l'INEGI. Cela indique donc une amélioration du marché du travail mexicain en mars 2021. Par genre, le taux de chômage a été de 3,98% pour les hommes et de 3,74% pour les femmes en mars. Aussi, la population occupée a augmenté de 761 866 personnes en mars par rapport au mois précédent, et totalise 53,8 M de personnes.

Le Chiapas, le Guerrero, Oaxaca et le Veracruz sont les Etats où le retard social a été le plus important en 2020, selon le CONEVAL. Les données actualisées de l'Indice d'écart social (IRS) ont révélé que ces entités ont également accusé un degré très élevé de retard social en 2000. L'indicateur intègre des informations sur l'éducation, l'accès aux services de santé, la qualité des logements et des services de base des logements, ainsi que les actifs des ménages. L'étude révèle qu'en deux décennies, les états de Guanajuato, Morelos, Querétaro, Quintana Roo et Sinaloa ont amélioré leur développement social, passant d'un degré moyen de retard social à un degré faible, tandis que la Basse Californie et Sonora ont régressé de très faible retard social en 2000 à faible retard social en 2020.

La CDMX est l'Etat le plus compétitif du Mexique, tandis que le Guerrero et Tlaxcala sont classés parmi les moins compétitifs. Selon l'institut mexicain de la compétitivité (IMCO), la ville de Mexico a conservé son leadership en tant qu'entité la plus compétitive du pays, suivie des Etats de Nuevo Leon, Queretaro, Coahuila et Jalisco, tandis que les cinq dernières places étaient occupées par les Etats du Guerrero, Chiapas, Oaxaca, Tabasco et Tlaxcala. Le PIB moyen par habitant des cinq entités les plus compétitives était de 279 000 MXN en 2020 et contraste avec le revenu de 87 000 MXN par

habitant des cinq États les moins compétitifs, reflétant ainsi l'inégalité des revenus entre états.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La Commission fédérale de la concurrence économique (Cofece) a déposé une « controverse constitutionnelle » devant la Cour suprême contre la réforme de la loi sur l'industrie électrique. Les mesures contenues dans le décret sont contraires à la constitution et éliminent les conditions nécessaires pour qu'il y ait une dynamique de concurrence sur le marché, selon l'agence. Cela pourrait notamment entraîner une perturbation des conditions de fourniture d'électricité et ainsi provoquer des dommages pour les consommateurs et l'économie en général.

La loi sur les hydrocarbures, qui offre un plus grand contrôle à PEMEX, a été approuvée par le Sénat. Cette réforme vise à lutter contre le commerce illégal de carburant. Toutefois, le législateur a donné le feu vert aux autorités du secteur de l'énergie pour suspendre les permis d'exploitation des compagnies d'hydrocarbures qui mettent en danger la sécurité nationale, l'énergie et l'économie nationale, bien qu'aucune définition de ces concepts n'ait été incluse dans la loi. Le gouvernement pourra également saisir, par l'intermédiaire de PEMEX, les installations des entreprises dont les permis sont suspendus, afin d'assurer la demande de carburant.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 28/04/2021
Bourse (IPC)	-0,78%	+32,67%	48 487,94 points
Taux de change USD/MXN	+0,05%	-15,62%	19,91
Taux de change EUR/ MXN	+0,84%	-5,93%	24,15
Prix du baril mexicain	-0,31%	+736,15%	60,48

Amérique centrale

1. Région

La circulation de marchandises en Amérique centrale a augmenté de 1,9% g.a. sur les deux premiers mois de l'année, illustrant la bonne reprise économique de la région selon un rapport du Secrétariat de l'intégration économique centraméricaine (SIECA). Le Costa Rica et le Panama se distinguent, enregistrant le plus grand nombre de déclarations de transits, principalement dû à leur intégration au commerce mondial. La SIECA a précisé que les principales avancées en 2020 avaient été réalisées sur l'uniformisation des règles bio sanitaires.

2. Costa Rica

Le Ministère des Finances a réussi à renégocier des titres de dette interne pour 97 Mds CRC et 34 M USD. L'institution publique a en effet

obtenu un échange de titres, tant en colons qu'en dollars, dont les échéances pour certains s'établissent entre 2021 et 2022 et pour d'autres, entre 2024 et 2032. En février dernier, l'institution avait déjà obtenu un échange de titres de dette pour 80 Mds CRC et 216 M USD. Grâce à ces opérations de renégociation, la maturité des titres de dette s'améliore et le risque de refinancement se réduit. Pour ce qui concerne les émissions de dette en colons, le Trésor costaricien a attribué 61% des nouveaux titres à échéances 2028, soit 60 Mds CRC, pour un rendement de 8,15%. En termes d'émission de dette en devise étrangère, le Trésor a attribué 27 M USD à échéance 2027, soit 80% du montant total d'échange, pour un rendement de 6,11%. Les 20% restants (soit 7 M USD) ont une échéance à 2030, pour un rendement de 6,69%.

Selon le Trésor Public costaricien, le déficit budgétaire se réduira de moitié d'ici 2023.

Aujourd'hui à 8,7% du PIB, le déficit budgétaire du Costa Rica atteindra les 4,4% du PIB en 2023. Pour cela, la mise en œuvre de l'ajustement budgétaire, notamment partie à l'accord entre le Costa et le FMI, est nécessaire. La réforme des finances publiques en cours, entend assainir la situation budgétaire du pays, entre autres, en mettant fin aux dépenses fiscales (exonérations qui existent pour les salaires des enseignants), en augmentant l'impôt sur les transferts d'argent, en transformant la taxe sur les habitations de luxe en une taxe plus directe, ... Par ailleurs, l'encadrement de la dépense publique par l'instauration d'une règle fiscale est une priorité pour le gouvernement costaricien. Concernant le financement de ce déficit, le Trésor Public déclare que les sources externes couvriront entre 20 et 35 % des besoins totaux de financement, provenant principalement d'organisations multilatérales, ceci afin de profiter des plus longues durées et des meilleures conditions financières qu'elles offrent. Également, pour ce qui concerne la dette interne, le Costa Rica s'engage à renforcer les mécanismes de placement de cette dette, de telle sorte que la réduction des taux d'intérêt, serve à libérer un espace budgétaire suffisant, au service du processus de relance économique.

3. El Salvador

Selon une étude de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), El Salvador est le pays ayant le plus augmenté ses dépenses publiques d'Amérique latine en 2020.

Le gouvernement a alloué 33% de budget supplémentaire pour faire face à la crise sanitaire pour atteindre 8,4% de son PIB. Ces dépenses ont notamment servi au don de 300 USD à la population et à l'approbation d'allègements fiscaux envers le secteur privé.

La Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE) a annoncé l'approbation d'un crédit de 600 MUSD pour soutenir la reprise économique du pays.

Ce prêt, le plus important jamais réalisé par l'institution, aura une durée maximale de 20 ans dont une période de grâce de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 2,5%. Ce financement sera réparti en trois enveloppes: 140 MUSD de subventions aux employés, 360 MUSD de crédits aux entreprises et 100 MUSD dédiés aux PME et au secteur informel.

4. Guatemala

La Vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, s'est entretenue avec Alejandro Giammattei traitant notamment des sujets d'immigration, d'agriculture et de pauvreté dans le pays.

La Vice-présidente a notamment exprimé sa volonté d'améliorer le cadre des affaires pour inciter la population à rester dans le pays. Il a par ailleurs été annoncé que 310 MUSD allaient être débloqués par les États-Unis pour combattre les causes de l'immigration illégale en Amérique centrale. Kamala Harris s'est par ailleurs réunie avec des représentants de la société civile et des organisations sociales pour traiter des sujets de pauvreté, de violences envers certaines minorités et d'immigration.

Le Conseil monétaire a revu à la hausse la projection de croissance du PIB 2021 de 0,5 pp pour atteindre une valeur centrale de 4%. Les indicateurs courts termes, l'amélioration économique des principaux partenaires commerciaux et la forte hausse des transferts de fonds de migrants expliquent cette révision. La croissance du pays dépendra cependant de sa capacité à appliquer le programme de vaccination. Cette amélioration des prévisions intervient alors que le FMI effectue actuellement l'évaluation du Guatemala au titre du Chapitre IV.

L'investissement public en actifs fixes en 2020 a atteint 379 MUSD (2,9 Mds GTQ), soit une baisse de 41% g.a. 311 MUSD ont été investis dans les infrastructures et 68 MUSD dans des biens d'équipement. La baisse de la collecte fiscale et la faible exécution du budget du Ministère des transports, infrastructures et logements (CIV) explique en partie cette baisse. En 2020, l'investissement total avait atteint 13,5% du PIB dont 90% correspondait à de l'investissement privé.

L'Union européenne a annoncé la mise en place d'un programme de financement de 20 MEUR sur cinq ans destiné au Ministère de la Santé pour lutter contre la malnutrition. Ce projet sera coordonné par l'Organisation Panaméricaine de la Santé et visera à combattre la malnutrition des enfants de moins de 5 ans, des adolescents et des femmes dans 22 municipalités des départements Alta Verapaz, Chiquimula, Huehuetenango et Quiché.

5. Honduras

Le Président de la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) a annoncé que l'institution avait un portefeuille de 800 MUSD pour le Honduras en 2021. Ce montant, le double que la moyenne octroyée au pays annuellement pré-Covid, financera les secteurs public et privé

sur les sujets sanitaires et de réactivation économique.

6. Nicaragua

En sus de la situation politique et sociale dégradée depuis 2018, l'ouverture de deux procédures judiciaires avec deux entreprises étrangères aggrave l'attractivité du pays pour les IDE. L'entreprise américaine Riverside Coffee LLC a engagé une action en justice devant le Centre international pour le règlement des différends accusant le gouvernement de la « destruction » d'un investissement. La société guatémaltèque d'embouteillage Tomza, a quant à elle poursuivit le gouvernement devant les tribunaux internationaux pour confiscation d'un investissement de 4 MUSD. Ces deux différends interviennent alors que trois multinationales ont annoncé la fermeture de leurs activités dans le pays, licenciant au total 3300 personnes. **En 2020, le Nicaragua a enregistré 182,3 MUSD d'IDES soit une baisse de 64% g.a. et neuf fois moins qu'en 2017.**

7. Panama

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) panaméen signale un investissement de plus de 12 Mds USD dans les infrastructures publiques. Relancer l'économie du pays par l'investissement public semble être la direction prise par le gouvernement panaméen. Beaucoup de projets d'infrastructures publiques émergent, entre autres, les constructions de la ligne 3 du métro et du tunnel sous le pont des Amériques, l'extension de la ligne 1 du métro, l'élargissement de la route en direction d'Arraijan, l'interconnexion de la Cinta Costera, projets qui ne pourront se faire sans un soutien du secteur privé. Ainsi, le pari qui est fait par le gouvernement est celui d'une reprise économique alimentée par une commande publique.

Selon la Banque Mondiale, 1/5^{ème} des foyers panaméens vit avec 5,5\$ par jour. La crise du coronavirus a aggravé la situation de pauvreté au Panama. Bien que le plan Panama Solidario (1,3% du PIB) ait permis de contrôler l'augmentation du taux de pauvreté (sans ce programme, le taux de pauvreté estimé aurait été de +20%), il n'en demeure pas moins que les inégalités sociales et économiques se soient creusées. Les chiffres de la Banque Mondiale montrent que la pauvreté a augmenté de 2 points de pourcentage (le taux de pauvreté panaméen est passé de 12,1% en 2019 à 14,9% en 2020) pendant que la dette publique, elle, a connu une augmentation de presque 20 points de pourcentage. Lutter contre la pauvreté et les inégalités, tout en réactivant l'économie et en équilibrant les finances publiques, est le défi majeur de l'Etat panaméen aujourd'hui. La Banque Mondiale s'attend à ce que 130 000 personnes tombent sous le seuil de pauvreté, établi aujourd'hui à 5,5\$ par jour. Pour autant, l'organisation internationale est optimiste quant à la reprise économique pour 2021 et estime que l'économie panaméenne sera largement soutenue par l'augmentation de la production minière et les investissements publics (extension de la ligne 2 du métro, construction de la ligne 3).

L'Autorité du Canal de Panama est en train d'étudier la possibilité de construire un 4^{ème} jeu d'écluses et projette également de mettre en place une « taxe carbone » à laquelle devraient s'acquitter les navires qui transitent par la route interocéanique. L'administrateur du Canal de Panama, Ricarhte Vasquez, souhaite que le canal reste compétitif et pour cela, investir dans les nouvelles technologies est nécessaire. Les nouvelles technologies permettront en effet non seulement d'améliorer la sécurité et fiabilité du canal, mais aussi de permettre une extension des capacités de la route maritime. A ce titre, est à l'étude aujourd'hui la faisabilité ou non d'un 4^{ème} parc d'écluses sur le Canal, un nouveau parc entièrement numérique, pour lequel l'Autorité du Canal a fait savoir qu'elle allait recruter une main d'œuvre hautement qualifiée. Egalement, consciente des effets néfastes du commerce

maritime sur l'environnement et la biodiversité, l'Autorité du Canal a pour projet de mettre en place une redevance carbone, dont les navires devraient s'acquitter, proportionnellement à leurs émissions carbonées. Ainsi, le Canal de Panama souhaite prendre la route de la neutralité carbone, faisant du Canal, un canal vert, notamment en internalisant le coût de la protection environnementale dans son « mécanisme des prix ». Rappelant la position géographique du Panama, qui fait de celui-ci un carrefour commercial mondial, Vasquez, envoie un signal fort au commerce international et souhaite en finir avec le discours pro mondialisation.

Caraïbes

1. République Dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine a publié la première étude économique officielle du marché frontalier dominico-haïtien. Cette étude a révélé que 19 marchés binationaux opèrent dans la région frontalière avec un flux commercial total de 1,4 Mds USD. Cette étude, portant sur une durée de quatre ans, a montré qu'en 2017 le commerce informel transfrontalier s'élevait à 429,6 M USD, dont 331,5 M USD correspondaient à des exportations dominicaines et 98,1 M USD à des importations. Haïti représente le deuxième marché le plus important pour la République dominicaine, après les États-Unis, en tant que destination des exportations nationales.

2. Jamaïque

Les importations jamaïcaines ont diminué de 26,4% en 2020 par rapport à l'année 2019, pour atteindre 4,76 Mds USD. Cette diminution est notamment due à la baisse des importations de

carburants et de matières premières/biens intermédiaires, qui ont chuté respectivement de 48,8% et 17,1%. Egalement, les importations de produits de consommation ont chuté de 14,2%. Pendant ce temps, les exportations pour 2020 se sont élevées à environ 1,2 Mds USD, et ont connu une baisse de 26,4% par rapport à 2019. Cette diminution est due en grande partie à la chute des exportations d'alumine (39,8%), et des combustibles minéraux (36,1%). L'Institut de Statistiques de la Jamaïque avertit aussi d'une hausse du taux d'inflation en mars 2021 (1,1%), hausse qui se répercute sur le prix des logements, de l'eau, de l'électricité, du gaz, etc.

de passagers vers l'île devraient passer de 9,8 M en 2019 à entre 25 et 30 M en 2038 (soit un triplement). Avec la crise sanitaire, le trafic aérien cubain a toutefois connu une baisse significative avec (moins de 1 000 voyageurs par jour en avril 2021) avec des projections inférieures entre 1,5 et à 2 M sur l'année (soit 15 / 20% de 2019). Les compagnies aériennes qui desservent encore l'île ont ainsi diminué drastiquement leurs fréquences de vols.

3. Cuba

Cuba envoie des nouveaux médecins à Saint-Vincent-et-les Grenadines. Le 21 avril, 6 nouveaux professionnels de la santé ont rejoint la « brigade » médicale cubaine sur l'île caribéenne de Saint-Vincent-et-les Grenadines qui comptait déjà 44 membres. L'équipe appartient à la brigade « Henry Reeve » spécialisée dans la gestion sanitaire de situations de catastrophes et d'épidémies graves. Les personnels cubains de santé ont été envoyés en réponse à la crise humanitaire et économique générée par l'éruption du volcan de La Soufrière. Ce volcan est entré en éruption début avril, imposant l'évacuation en urgence de près de 20 000 habitants.

Evolution du trafic aérien à Cuba. Les flux internationaux de passagers aériens à Cuba sont dominés par les liaisons nord-américaines, avec le Canada (26,2% des vols en 2019), suivis par les Etats Unis (25,1%), devant l'Europe (20,2%, en particulier d'Espagne), le Mexique (16,4%) et le Panama (6,2%). On note le développement des compagnies russes (Aeroflot sur La Havane et Varadero et les charters Nordwing, Air Azur et Royal Flight sur Varadero et Cayo Coco). Turkish Airlines ou China Airways font partie également des nouveaux acteurs souhaitant se développer sur Cuba. Selon les projections de l'IATA, les flux

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 28 avril 2021</i>
Costa Rica	245 601 Décès : 3 202
Cuba	105 661 Décès : 632
Guatemala	226 247 Décès : 7500
Haïti	13 017 Décès : 254
Honduras	209 490 Décès : 5 223
Jamaïque	45 414 Décès : 770
Nicaragua	6 898 Décès : 182
Panama	363 895 Décès : 6 222
El Salvador	69 198 Décès : 2 120
République dominicaine	266 214 Décès : 3 471

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international